



AVIS N° 2026-060/ARMP/PR-CR/CRD/CD/SP/DRR-AT/SRR/SA DU 11 JUIN 2026

PORTANT AUTORISATION DE :

- 1- PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE DE L'ATTRIBUTAIRE « 2AB CONSEILS SARL » ;
- 2- POURSUITE DE LA PROCEDURE DE DEMANDE DE PROPOSITION N° PI_DESG_117725 RELATIVE A L'ELABORATION DU CADRE ORGANIQUE DES CEG AU PROFIT DU MESTFP.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DE REGULATION,

- Vu la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-595 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne responsable des marchés publics et de la Commission d'ouverture et d'évaluation ;
- vu le décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement des Cellules de contrôle des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction nationale de contrôle des marchés publics ;
- vu le décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation de prix ;
- vu le décret n°2025-296 du 21 mai 2025 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2025-022 du 29 janvier 2025 portant nomination du Secrétaire Permanent de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Considérant que par lettre n°086/PRMP/MESTFP/A-MP/S-PRMP du 08 mai 2026, enregistrée au Secrétariat administratif de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) le 08 mai 2026, sous le numéro 1092-26, la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP) a saisi l'ARMP d'une demande d'autorisation de prorogation du délai de validité des offres et de poursuite de la procédure de passation de demande de proposition n°PI_DESG_117725 relative à l'élaboration du cadre organique des CEG au profit du MESTFP ;

Que dans sa requête, la PRMP du MESTFP expose ce qui suit :

« Dans le cadre de la poursuite du marché relatif au recrutement d'un cabinet pour l'élaboration des cadres organiques des CEG au profit du MESTFP, j'ai l'honneur de venir très respectueusement solliciter auprès de votre autorité, une autorisation de dépassement de délai de validité des offres de la procédure susmentionnée.

En effet, le délai de validité des offres qui est de trente (30) jours calendaires est arrivé à expiration. Cependant, le contrat n'a pas pu être approuvé au 31 décembre 2025. Les résultats de dépouillement ont été entérinés et la négociation faite en 2025. Cette activité a été reportée au PTA du MESTFP, gestion 2026 et prévue en poursuite et planifiée au Pan de Passation des Marchés Publics (PPMP) 2026.

Eu égard à tout cela, je viens solliciter votre autorisation de prorogation des délais de validité des offres jusqu'à l'approbation des contrats ».

Qu'il résulte des faits ci-dessus exposés que la demande de la PRMP du MESTFP porte sur l'autorisation exceptionnelle de l'ARMP en vue de proroger le délai de validité de l'offre de l'attributaire « 2AB CONSEILS SARL » dans le cadre de ce marché ;

Considérant les dispositions de l'article 85 alinéas 1 et 2 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin selon lesquelles : *« Les marchés publics, selon la qualité de l'autorité contractante, sont transmis par l'organe de contrôle des marchés publics compétent, après son visa, pour approbation.*

Cette approbation doit intervenir dans le délai de validité des offres » ;

Que l'alinéa 4 du même article dispose : *« Le refus de visas d'approbation ne peut toutefois intervenir qu'en cas d'absence ou d'insuffisance de crédits (...) » ;*

Qu'en outre, l'alinéa 5 de ce même article dispose : *« L'autorité contractante peut à titre exceptionnel, quand les conditions l'exigent, demander aux soumissionnaires, la prorogation du délai de validité de leurs offres. Ce délai ne peut excéder quarante-cinq (45) jours calendaires sauf après avis de l'Autorité de régulation des marchés publics à la suite de la confirmation de la validité de l'offre par l'attributaire provisoire » ;*

Considérant par ailleurs, les dispositions de l'article 24 alinéa 1^{er} de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin aux termes desquelles : *« Les autorités contractantes sont tenues, dans un délai maximal de dix (10) jours calendaires à compter de l'approbation de leur budget par l'autorité compétente, d'élaborer et de soumettre à la cellule de contrôle des marchés publics pour validation, un plan prévisionnel et révisable de passation des marchés publics sur le fondement de leur programme d'activités » ;*

Que l'alinéa 3 de ce même article 24 dispose : *« Les marchés passés par l'autorité contractante dont les montants prévisionnels hors taxes sont supérieurs au seuil de dépense, doivent avoir été préalablement inscrits dans ces plans prévisionnel ou révisé, à peine de nullité » ;*

Qu'en outre, l'article 16 du décret n°2020-605 du 23 décembre 2020 fixant les règles et modalités de mise en œuvre des procédures de sollicitation de prix dispose : *« Les offres, dans le cadre des sollicitations des prix, doivent rester valides pendant une période n'excédant pas trente (30) jours calendaires » ;*

Qu'il ressort des dispositions ci-dessus rappelées que :

- l'approbation des marchés doit intervenir dans le délai de validité des offres ;
- en cas de dépassement des délais de prorogation, l'Autorité de régulation des marchés publics peut accorder un délai de prorogation supplémentaire, sur demande de l'autorité contractante ;

Qu'au regard des dispositions ci-dessus énumérées, l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a établi trois (03) conditions cumulatives obligatoires à satisfaire par l'autorité contractante avant d'autoriser la poursuite d'une procédure pour laquelle le délai de validité des offres a expiré, à savoir :

- 1) l'obtention de la prorogation de la validité de l'offre par l'attributaire désigné jusqu'à l'approbation du marché et ce, après l'épuisement des délais d'attente et des voies de recours éventuels ;
- 2) la preuve de la disponibilité des crédits afférents au marché dans le budget de l'année où le marché est approuvé ;
- 3) l'inscription du marché concerné dans le plan de passation des marchés publics de l'année où le marché est approuvé ;

Considérant qu'en l'espèce, la procédure du marché concerné est à la phase de contractualisation ;

Que la Personne Responsable des Marchés Publics du MESTFP, en saisissant l'ARMP d'une demande d'autorisation pour la poursuite de la procédure, a fourni à l'appui de sa requête, la copie de la lettre n°004/2026/2ABC du 03 avril 2026 de l'attributaire « 2AB CONSEILS SARL », par laquelle ce dernier a prorogé le délai de validité de sa proposition jusqu'à l'approbation du marché concerné ; ce qui satisfait à la première des conditions ci-dessus établies ;

Que la disponibilité du crédit pour l'exécution du marché est confirmée par le Directeur de la Planification, de l'Administration et des Finances du MESTFP par la fiche d'Engagement de Crédit de Marché N°1262060210590000001 du 05 mai 2026, en satisfaction de la deuxième condition de recevabilité de sa requête ;

Que la procédure concernée est réinscrite dans le plan de passation des marchés publics de l'année 2026, au numéro 05, ayant pour références F_PI_DESG_117725, ce qui satisfait à la troisième condition de recevabilité de sa requête ;

Qu'au regard de ce qui précède et en application des dispositions de l'article 85 alinéas 1^{er}, 2 et 5 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin, l'ARMP peut autoriser la prorogation du délai de validité de l'offre de l'attributaire « 2AB CONSEILS SARL » et la poursuite de la procédure concernée.

EN CONSEQUENCE, EMET L'AVIS CI-APRES :

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) autorise la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP) à :

- 1- proroger le délai de validité de la proposition de l'attributaire « 2AB CONSEILS SARL » ;
- 2- poursuivre la procédure de passation de la Demande de Proposition n° F_PI_DESG_117725 relative à l'élaboration du cadre organique des CEG au profit du MESTFP.


Séraphin AGBAHOUNGBATA